

*Les crédits*

Je demande simplement au député s'il a eu l'occasion d'examiner ces prévisions budgétaires. S'il ne l'a pas fait, il pourrait peut-être me parler de la crédibilité qu'on doit accorder à un gouvernement qui accroît les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire les dépenses bureaucratiques, et réduit les subventions et les contributions, et qui vient ensuite nous dire à la Chambre: «Les temps sont durs. Nous devons réduire les dépenses.»

Pour l'amour de Dieu, qu'il réduise les dépenses, mais qu'il le fasse d'une façon que la population pourra comprendre. Le député a-t-il eu l'occasion d'examiner ces prévisions budgétaires? Il me semble que le ministre et son ministère, et le gouvernement en général, n'essaient pas sérieusement de réduire les dépenses de fonctionnement. Ils réduisent les dépenses au titre des subventions et des contributions, dépenses qui servaient à financer ce programme.

**M. Waddell:** Monsieur le Président, je dois dire, pour répondre au député, que je n'ai pas eu l'occasion d'étudier les dépenses de ce ministère, dont je ne suis pas le critique.

Par contre, j'ai dit dans mon intervention que j'avais étudié les prévisions du ministère de la Justice et que j'y avais relevé des tendances semblables: les dépenses de la bureaucratie et celles des avocats de l'extérieur sont à la hausse.

J'ai signalé ce fait au ministre, qui m'a répondu qu'il n'était pas ministre des Finances. Il n'est pas responsable. Il y a du vrai là-dedans. Il dit qu'il n'est pas responsable des 870 000 \$ que coûte le service de coupures de presse du premier ministre, et il a raison.

Comme le député le dit, il est responsable de son propre budget. Fait très intéressant, le député a dit que le budget de la bureaucratie avait augmenté et celui des subventions et dépenses avait diminué. Le ministre semble souffler le chaud et le froid, en présentant des chiffres semblables, n'est-ce pas? Il donnera certainement des explications.

Je suppose que la bureaucratie réclame toujours plus d'argent, plus de dépenses, et elle coûte cher. Quand on compare des chiffres comme ceux-là, tant au ministère de la Justice que dans celui du ministre, avec les 2,7 millions que ce programme coûtait, il faut aussi comparer ce que nous retirions de ce programme et certaines des autres choses que le ministère nous donnait.

Ce programme nous en donnait beaucoup pour notre argent, et c'est une irresponsabilité économique consommée que de gonfler ces autres chiffres tout en abolissant ce programme.

**L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Monsieur le Président, pour que le député comprenne clairement, je lui rappellerais que nous avons créé un nouveau ministère cette année, avec les ressources du Secrétariat d'État et on a donc partagé les ressources existantes. Nous avons aussi obtenu des ressources additionnelles afin de mettre sur pied, d'un bout à l'autre du pays, un nouveau ministère efficace.

Je crois que le député devrait commencer par examiner la situation administrative du Secrétariat d'État et du nouveau ministère afin de se rendre compte que nous avons tiré parti des ressources administratives des deux organismes. Dans la mesure du possible, nous avons cherché à le faire en nous limitant aux ressources existantes pour établir de nouveaux centres d'un bout à l'autre du pays en vue d'assurer le service. Nous avons essayé de le faire aussi soigneusement que possible.

Pour ce qui est des 24 millions de dollars auxquels le député fait allusion, ce montant provient en partie du règlement intervenu avec les Canadiens d'origine japonaise et de la décision de différer la création de la Fondation des relations raciales.

Sa création n'est que différée. Nous nous sommes engagés par une mesure législative à proclamer à une date ultérieure la Fondation des relations raciales, mais il reste, je vous l'avoue franchement, du travail à faire. Entre-temps, le ministère accentue ses efforts et s'emploie, avec des ressources accrues, à faire toujours plus pour lutter contre le racisme.

Je vois que la députée de Halifax est ici. Elle pourrait peut-être se lever pour parler des activités auxquelles j'ai eu le privilège d'être associé, avec des députés et la collectivité de Halifax. J'espère qu'elle les juge utiles. Elle voudra peut-être aussi intervenir dans ce débat un moment donné.

**M. Waddell:** En une phrase, monsieur le Président, exception faite des dépenses reportées à plus tard pour la Fondation des relations raciales et des fonds versés aux Canadiens d'origine japonaise, il me semble que ce nouveau papier à en-tête et ces nouveaux numéros de téléphone sont les plus coûteux de toute l'histoire du Canada.